

VILLE DE LANGRES



Extrait du Registre des Décisions



LE MAIRE,

DEC-HC-2025-31

EQUIPEMENT DE VIDEO SECURITE – ANNEE 2022-2025 **DEMANDE DE SUBVENTIONS**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2020-74 en date 14 octobre 2020 portant délégation consentie par le Conseil Municipal au Maire pour demander, à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions pour des projets d'un montant maximum de 1 000 000 € HT, sur la base d'un plan de financement prévisionnel et au vu de l'ouverture de l'autorisation de programme correspondante et/ou de l'inscription des crédits au budget (L2122-22-25°),

VU le contrat de centralité 2021-2026 avec le GIP de la Haute-Marne,

CONSIDERANT que la commune souhaite, pour faire face aux incivilités et assurer la sécurité du domaine public sur son territoire souhaite remplacer, renforcer et déployer des systèmes de vidéo sécurité

CONSIDERANT le programme d'équipement de vidéo sécurité pour l'année 2021-2026

CONSIDERANT que les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme font l'objet d'une inscription budgétaire,

DECIDE

Article 1^{er} :

De déposer une demande de subvention auprès du GIP de la Haute-Marne, selon le plan prévisionnel de financement suivant :

Recettes	POURCENTAGE	MONTANT EN € HT
Ville de Langres	70 %	32 650.78 €
GIP Haute-Marne	30%	13 993,19 €
Total	100%	46 643,97 €

Article 3 : De procéder à la signature de toute pièce utile à l'octroi et à la formalisation des aides financières accordées par le GIP DE LA Haute-Marne ainsi que par tout autre financeur potentiel.

Article 4 : M. le Directeur Général des Services et M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision qui sera transmise à Mme la Préfète de la Haute-Marne au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : La présente Décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE ou via [www.telerecours](http://www.telerecours.fr) dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication ou notification.

Langres, le 3 décembre 2025



Anne CARDINAL
2025.12.04 20:00:45 +0100
Ref:9989391-15063428-1-D
Signature numérique
la Maire